



Réunion régionale d’AfricaSan de 2013 pour l’Afrique centrale

Évaluation des plans d’action d’assainissement et suivi eThekwini

Rapport de la réunion

La réunion de l’AMCOW sur l’AfricaSan pour la Région de l’Afrique centrale a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 9 au 10 septembre 2013. Elle avait pour objectif de réunir les pays à mi-chemin entre les conférences d’AfricaSan et avant la tenue de la 4^{ème} conférence d’AfricaSan prévue pour septembre 2014 à Dakar (Sénégal). Elle a offert aux pays l’opportunité d’entreprendre les actions suivantes :

- évaluer les progrès réalisés sur leurs plans d’action dans le domaine de l’assainissement ;
- évaluer les progrès réalisés par rapport aux engagements d’eThekwini
- offrir une occasion d’apprentissage par les pairs et de partage des connaissances avec d’autres pays de la Région.

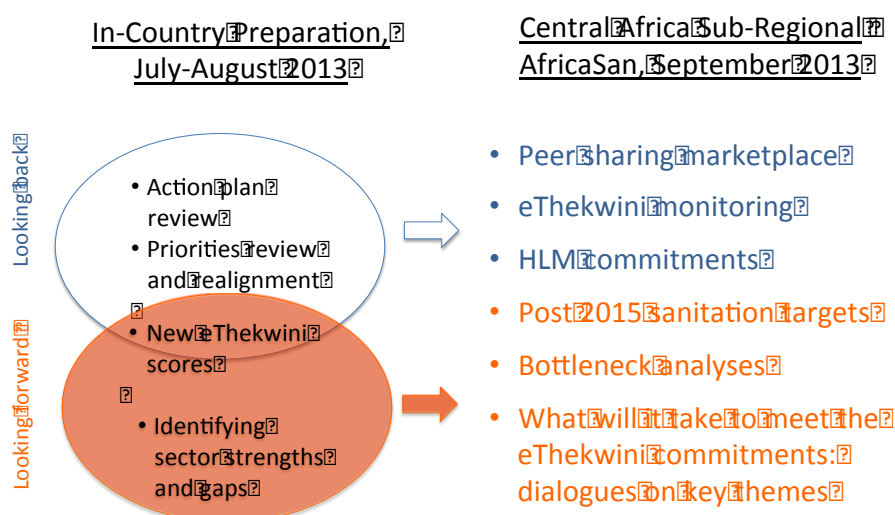
Plus important, cette rencontre sous régionale n’est pas un événement ponctuel. Elle fait partie du processus continu d’AfricaSan. Son ordre du jour portait sur les besoins sectoriels définis par les acteurs de l’assainissement lors des réunions préalables tenues au niveau national (voir schéma ci-dessous).

Les participants ont d’abord fait une évaluation des pas franchis par les pays depuis la dernière conférence d’AfricaSan de 2011 et ont ensuite examiné l’avenir avec le dialogue autour des engagements peu performants et les autres lacunes sectorielles identifiées lors des réunions de préparation ainsi que les implications des objectifs d’assainissement proposés pour l’après 2015.

La réunion a été hautement interactive en permettant aux participants d’orienter leur apprentissage en fonction de leur contexte et leurs besoins respectifs. Cela s’est avéré

particulièrement utile, compte tenu de la diversité de l'environnement du secteur de l'assainissement en Afrique centrale.

Figure: Schéma du processus sous régional d’AfricaSan



Environ 20 participants provenant de cinq¹ sur les huit pays de la région d’Afrique centrale ont participé à la réunion sous-régionale d’AfricaSan. Six pays ont procédé à la préparation au niveau national impliquant un large groupe du secteur à l’avance de la principale réunion (voir annexe 2 pour plus de détails).

1. **PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT AUX PRIORITÉS DU SECTEUR DE L’ASSAINISSEMENT**

Les parties prenantes du secteur de l’assainissement au niveau national ont évalué les progrès réalisés par rapport aux priorités identifiées en 2011, qui, pour de nombreux pays, ont constitué la base des plans d’action d’assainissement. Ainsi, les pays ont eu l’occasion de présenter leurs « principaux succès » et ont partagé les défis rencontrés dans la mise en œuvre des priorités. Les échanges inter-pays ont permis aux participants d’identifier l’apprentissage et les expériences liées à leur propre situation et de discuter avec leurs pairs des stratégies et des actions nécessaires pour aborder les priorités.

Le tableau 3 en annexe résume les progrès réalisés par les pays participants par rapport aux priorités.

¹Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, République du Congo. *Note* La Guinée équatoriale a mené des préparations au niveau national but elle n’a pas participé à la réunion.

2. SUIVI ETHEKWINI

L’AfricaSan +5(2008) a publié une déclaration ministérielle, la Déclaration d’eThekwini dans laquelle d’importants engagements ont été pris par les gouvernements africains pour améliorer l’assainissement et mettre les pays africains sur la voie en vue d’atteindre l’OMD en matière d’assainissement. Les Chefs d’État ont par la suite approuvé adopté la Déclaration d’eThekwini par le biais la Déclaration de Charm-el-Cheikh lors du Sommet de l’UA de 2008. L’AMCOW a pour mandat de suivre les progrès réalisés par rapport à ces engagements au niveau régional.

Le premier suivi des engagements d’eThekwini pour toute l’Afrique a été mentionné lors de l’AfricaSan 3 (2011). Même si des progrès considérables en la matière ont été réalisés, des limites ont été constatées quant aux indicateurs et aux critères utilisés pour mesurer ces progrès. Pour y répondre, les Ministres présents à l’AfricaSan 3 ont demandé à l’AMCOW- par l’entreprise du groupe de travail sur l’assainissement – de mener les actions suivantes:

1. Examiner et proposer des indicateurs pour les objectifs pour lesquels aucun indicateur n’existe, le cas échéant ;
2. Affiner les indicateurs pour les objectifs qui ont été largement atteints ;
3. Mettre à l’épreuve les nouveaux indicateurs proposés et procéder à une large consultation sur ceux-ci ;
4. Faire rapport à la prochaine réunion d’AfricaSan en utilisant les nouveaux indicateurs proposés.

Les indicateurs utilisés pour le suivi des engagements d’eThekwini sur l’assainissement ont ainsi été modifiés afin de :

- Evaluer d’une manière plus complète les engagements en tenant compte de ceux qui ne faisaient pas l’objet de suivi.
- Mieux évaluer la mise en œuvre des engagements.
- Simplifier le processus de suivi au niveau des pays en l’alignant aux processus normalisés des évaluations annuelles de l’état de l’assainissement et de l’eau potable dans le monde (GLAAS) de l’ONU-Eau et des états des lieux par pays d’AMCOW, qui existent déjà au niveau national.

Bien que les indicateurs et les critères utilisés pour évaluer les engagements d’eThekwini aient changé, les engagements en question sont restés les mêmes.

Le score initial émanant de l’évaluation documentaire a été partagé avec chaque pays. Lors des réunions de préparation, les pays se sont joints aux processus en fournissant des justifications pour ajuster les scores, le cas échéant. Les pays qui ne disposaient pas de données sur les états des lieux d’AMCOW ou sur l’évaluation GLAAS de l’ONU-Eau ont été invités à effectuer un exercice d’auto-notation en utilisant les mêmes indicateurs et critères². Le niveau de référence de 2012 pour le suivi d’eThekwini 2012 en Afrique centrale est présenté ci-dessous.

Les scores nationaux sont présentés comme des moyennes pondérées des scores urbains et ruraux et ils peuvent être ventilés pour fournir des indications utiles sur les progrès réalisés

² Les pays qui n’ont pas de donné CSO/GLAAS sont la Guinée équatoriale, et Sao Tome et Principe. Ces pays n’ont pas encore fait d’autoévaluation à ce jour.

en milieux urbains et ruraux que les participants ont jugés utiles pour le plaidoyer au niveau national.

En termes de mise en œuvre des engagements d'eThekwini, chaque pays part d'un niveau de référence tout à fait différent, ce qui signifie qu'il n'est peut-être pas très utile d'utiliser l'outil pour les pays de comparaison. Toutefois, comparer les progrès réalisés par rapport aux engagements permet d'utiliser le suivi eThekwini comme un outil pour identifier où les ressources doivent être concentrées pour que le changement ait lieu. La Région a connu beaucoup de progrès dans la coordination du secteur de l'assainissement et ayant des objectifs spécifiques dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté et les plans nationaux de développement. Si quelques progrès ont été accomplis dans l'élaboration des politiques et des plans nationaux d'assainissement, la mise en œuvre de ceux-ci n'est pas fiable. Le leadership du secteur reste incertain résultant ainsi en un secteur fragmenté des défis induits sur l'allocation budgétaire, le suivi et l'évaluation. Il y a également eu peu de progrès dans les objectifs fixés en matière d'égalité des sexes et l'engagement de mettre en place et de renforcer les capacités en matière d'assainissement. Les séances de dialogue de la deuxième journée de la réunion ont porté sur ces domaines de progrès limités comme un moyen de partager l'apprentissage entre pairs sur les problèmes communs (voir chapitre 6).

Tableau: Niveau de référence de 2012 du suivi – Afrique centrale

eThekwini commitment on sanitation		Cameroun	Central African Rep	Chad	Congo, Dem Rep	Congo Rep of	Equatorial Guinea	Gabon	Sao Tome and Principe
3a	Elaborer, réviser, mettre à jour et adopter des politiques nationales d'assainissement et d'hygiène dans les douze mois suivant la conférence AfricaSan 2008	0.48	0.50	1.00	0.33	0.50			
3b	Établir un plan national assorti d'une feuille de route pour favoriser les progrès nécessaires et des objectifs nationaux ainsi que des OMD à atteindre avant 2015	0.50	0.00	1.00	0.50	0.50			
3c	S'assurer que les programmes nationaux d'assainissement soient réalisés à temps	0.00	0.00	0.00	0.33	0.00			
4	Souligner le rôle de l'assainissement et de l'hygiène dans les documents traitant des stratégies de réduction de la pauvreté et dans les autres processus pertinents à ces stratégies	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00			
5a	Faire en sorte qu'une organisation principale transparente assume la responsabilité, au plan national, du portefeuille de l'assainissement	0.50	0.00	0.00	1.00	0.50			
5b	Mettre en place un organe de coordination chargé d'une responsabilité spécifique pour les programmes d'assainissement et d'hygiène et qui rassemble, sans s'y limiter, les responsables des finances, de la santé, de l'eau, de l'éducation, du genre ainsi que les représentants des gouvernements locaux	0.67	1.00	1.00	0.33	0.00			
6a	Allouer une ligne spécifique du budget du secteur public aux programmes d'assainissement et d'hygiène	0.00	0.00	0.50	0.00	1.00			
6b	(notre souhait est de voir) une allocation pour l'assainissement et l'hygiène équivalente à au moins à 0,5% du PIB								
7a	Utiliser des approches participatives, comme l'assainissement total pris en main par les communautés, le marketing pour le changement de comportement, des programmes d'éducation impliquant les communautés et leurs dirigeants, des programmes de protection de l'environnement,								
7b	(qui en ont un) des incidences spécifiques, particulièrement sur les femmes, les enfants, les jeunes et les groupes démunis	0.00	0.31	1.00	0.00	0.00			
8	Développer et mettre en œuvre des systèmes améliorés d'informations sanitaires et de suivi et d'autres instruments qui permettent d'assurer le suivi des progrès réalisés aux niveaux national et local	0.00	0.50	1.00	0.33	0.00			
8b	(et de) coopérer avec des organisations mondiales et régionales afin de rédiger régulièrement un rapport national sur l'état de l'assainissement en Afrique, dont le premier doit être publié d'ici à mi-2010	1.00	0.50	1.00	0.00	0.50			
9	Reconnaître les aspects du genre qui touchent à l'assainissement et à l'hygiène, y compris la participation des femmes, des enfants et des jeunes dans tous les processus de prise de décisions, de façon à ce que les politiques, les stratégies et les pratiques reflètent une approche à l'assainissement et à l'hygiène qui soit sensible au genre	0.00	0.00		0.41				
10	Créer et renforcer la capacité de mise en œuvre des projets d'assainissement et d'hygiène et promouvoir le partage des connaissances	0.25	0.15		0.00	0.00			

Après avoir présenté le processus et les résultats du suivi eThekwini, les participants ont été invité à examiner en groupes trois questions portant sur comment améliorer le processus et comment utiliser l'information au niveau national (voir questions et réponses à l'annexe 4).

Les comparaisons faites au niveau national des données documentaires relatives aux états de lieux par pays d'AMCOW et aux évaluations annuelles de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde de l'ONU-Eau ont révélé des divergences. Les pays ont révisé

les scores à la hausse ou à la baisse et ont fourni des justifications claires à cet effet. Au cours du travail en groupe, les participants se sont convenus sur plusieurs propositions pour harmoniser les processus mondiaux et nationaux et ainsi améliorer la cohérence. Les propositions concernaient avoir un point focal pour tous les processus, la normalisation des outils et des formats, et la participation de tous les acteurs nationaux dans les processus ainsi que la sensibilisation de tous les acteurs nationaux sur les engagements.

Comme le processus de suivi d’AfricaSan et d’eThekwini est déjà bien établi dans la plupart des pays, il y a des possibilités de faire usage de la procédure au niveau national. Les groupes ont observé que les résultats pourraient être utilisés pour éclairer le plaidoyer et informer la prise de décision en vue d’accroître l’accès à l’assainissement.

3. Assainissement et eau pour tous (SWA)/ Réunion de haut niveau (RHN)

L’équipe du secrétariat d’Assainissement et Eau pour Tous (SWA) a donné un aperçu de ce partenariat mondial tout en encourageant les pays à aligner les préparatifs de la prochaine AfricaSan sur la préparation de la prochaine Réunion de haut niveau (RHN), qui se dérouleront toutes deux en 2014.

Pendant son exposé sur le processus de suivi des engagements au titre de la Réunion de haut niveau de SWA tenue en 2012, elle a donné des exemples de la façon dont les engagements d’eThekwini et ceux de la RHN dans certains pays s’articulent les uns avec les autres et a comparé les délais applicables au suivi des engagements et à l’élaboration de nouveaux engagements, pour les processus d’AfricaSan et de la RHN. Les participants se sont scindés en petits groupes en vue de discuter des moyens pratiques d’aligner les deux processus.

A l’issue de la session, les principaux messages étaient les suivants:

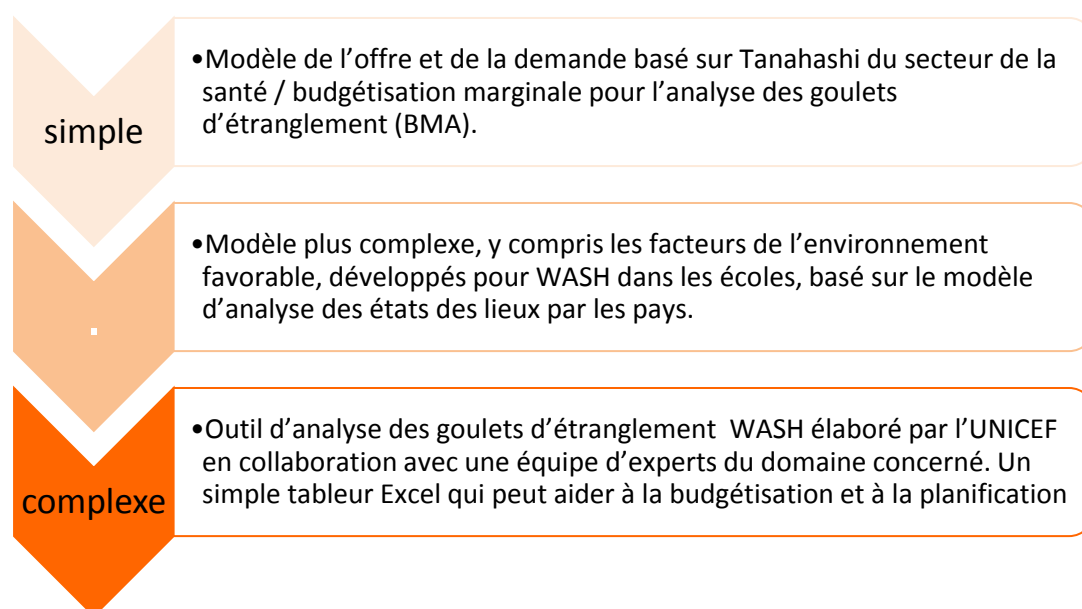
1. Les pays du Partenariat SWA ont été encouragés à participer au Dialogue de haut niveau sur les engagements et commencer rapidement les préparatifs pour l’édition 2014 de la RHN en avril. Dans le cadre des préparatifs, il y aura une autre série d’engagements qui feront l’objet d’un suivi. Les autres pays de l’Afrique de l’ouest ont reçu davantage d’informations sur SWA.
2. Les partenaires ont été encouragés à aligner les processus d’élaboration et de suivi des engagements RHN et e-Thekwini sur les systèmes nationaux de suivi et de planification.
3. Le SWA offre une plate-forme aux nombreuses initiatives mondiales complémentaires. Les instruments d’analyse, tels que WASH-BATS, les OSC et GLAAS servent de base aux revues sectorielles conjointes de pays, au dialogue entre parties prenantes nationales et à la prise de décision sur le plan national fondée sur les faits, tout en fournissant également une base solide pour élaborer les engagements de haut niveau plus « SMART ».
4. Quelques idées pratiques pour l’alignement des processus préparatifs relatifs à la RHN et à Africasan comprennent: l’examen de tous les engagements passés en matière d’assainissement en même temps ; l’élaboration des engagements 2014 qui sont alignés ou complémentaires; les échanges réguliers entre les points focaux.

4. OUTILS D'ANALYSE DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT DE L'ASSAINISSEMENT

Un « goulot d'étranglement » est un facteur qui entrave les progrès réalisés dans la fourniture des biens ou des services à une population cible et la consommation durable de ce service. La propension de l'assainissement à avoir plusieurs contraintes à différents niveaux ne permet pas souvent d'expliquer facilement l'absence totale de progrès dans le secteur. L'analyse des goulots d'étranglement permet de systématiquement identifier les contraintes, fixer les priorités et aborder ces contraintes.

La deuxième partie de la réunion qui portait essentiellement sur l'avenir du secteur, a commencé par une séance d'analyse des goulots d'étranglement. Au cours de cette session, un aperçu sur une série d'outils disponibles pour analyser les goulots d'étranglement (des plus simples aux plus complexes) a été présenté afin d'aider les gouvernements dans la planification. L'analyse peut être réalisée à différents niveaux (national, régional, communautaire) ou à tous les niveaux et combinés pour obtenir un aperçu national. Différents goulots peuvent être ajustés pour assurer une couverture complète pour une certaine année.

Exemples d'outils d'analyse des goulots d'étranglement (complexité croissante):



Après la présentation, les pays ont eu l'occasion d'examiner les principaux goulots d'étranglement des systèmes en matière d'assainissement en utilisant une version modifiée de WASH BAT, qui a eu un essai sur le terrain final en Sierra Leone (mars 2013). Les pays intéressés à explorer davantage l'utilisation de WASH BAT peuvent trouver plus d'informations par le biais de leur bureau d'UNICEF.

5. WASH WATCH

WASHWatch est un site internet qui s'inspire des rapports de suivi « Feux de signalisation » d'AfricaSan et SACOSAN (pour AfricaSan les « feux de signalisation » est le rapport de suivi eThekwini). Il est chargé de communiquer les progrès réalisés par rapport aux engagements d'eThekwini, d'assurer la coordination au niveau national et l'« évaluation par les pairs »

entre les pays. Il est destiné à soutenir les discussions d’AfricaSan et à améliorer la publication des progrès du secteur WASH.

En plus de partager les évaluations des progrès obtenus par le processus AfricaSan AMCOW, le site donne aussi des informations sur les points suivants :

- Les objectifs de ces évaluations
- Les documents justificatifs
- Les nouvelles informations lorsque la situation d’un pays change.

Les scores seront mis à jour en utilisant le processus de l’AMCOW et seront validés par les acteurs nationaux. Des informations complémentaires peuvent être partagées dans la section réservée aux «commentaires». En « examinant » un pays, les parties prenantes s’engagent à faire partie du dialogue national.

Pour plus d’informations, visitez le site Web de WASHWatch à www.washwatch.org ou contacter info@washwatch.org.

6. CIBLES POST 2015

Mme Archana Patkar a présenté le processus de consultation des experts menés par le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l’AEPa (JMP) qui a conduit à la mise sur pied de cinq groupes de travail et à l’élaboration de nouvelles cibles et indicateurs pour le secteur WASH après 2015. Elle est revenue sur les larges consultations qui ont démontré des lacunes en termes d’équité et d’inclusion. En effet, les études menées par le Programme commun JMP démontrent que les groupes les plus défavorisés n’ont pas eu accès aux services de base tels que préconisé dans les OMD. Il est donc important de :

- mettre sur pied des cibles et des indicateurs simples et mesurables que les décideurs politiques peuvent utiliser et suivre.
- inclure les groupes marginalisés, les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées dans les cibles.
- assurer l’accès aux services de base aux zones rurales, péri urbaines et urbaines.

Avant fin 2015, année butoir de l’OMD, de nouveaux objectifs pour l’assainissement et l’hygiène sont en train d’être énoncés grâce à un processus de consultation coordonné par le Programme commun de suivi de l’eau et de l’assainissement (JMP).

Pour l’assainissement, les nouveaux objectifs proposés se concentrent sur l’élimination de la défécation à l’air libre et la réalisation de l’accès universel à domicile, à l’école et dans les centres de santé. Quant à l’hygiène, les objectifs mettent l’accent sur l’accès pour tous aux installations de lavage des mains et aux installations de gestion d’hygiène menstruelle (GHM) à domicile, dans les écoles ou les centres de santé.

La vision globale pour l’après 2015 repose sur l’utilisation de l’assainissement et l’hygiène sûre et durable par tous. Cette vision comprend un ensemble d’objectifs ambitieux (objectifs de synthèse) et des objectifs détaillés assortis de délais et d’indicateurs.

Résumé des objectifs:

1. Assainissement et hygiène pour tous à domicile ;
2. Assainissement et hygiène dans toutes les écoles et les centres de santé l’hygiène
3. Services d’assainissement et d’hygiène équitables et durables.

Tableau: **Détails des cibles et des indicateurs**

Cible	Indicateurs
<p>D'ici 2025, personne ne pratique la défécation à l'air libre et les inégalités dans la pratique de la défécation à l'air libre sont progressivement éliminées.</p>	<p>Pourcentage de la population pratiquant la défécation à l'air libre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des ménages qui utilisent aucune installation d'assainissement. • Pourcentage des ménages dans lesquels la défécation à l'air libre est pratiquée par n'importe quel membre du ménage. • Pourcentage des ménages ayant des enfants de moins de 5 ans qui ont indiqués une évacuation hygiénique des selles des enfants de moins de 5 ans.
<p>D'ici 2030, toutes les écoles et les centres de santé offriront à tous les utilisateurs des installations d'assainissement adéquats et les inégalités dans l'accès sera progressivement éliminés.</p> <p>D'ici 2030, tout le monde utilise une installation de lavage des mains à domicile et toutes les écoles et les centres de santé offrent aux utilisateurs des installations de lavage des mains et des installations adéquates de GHM.</p>	<p>Pourcentage d'élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires offrant des services d'assainissement adéquats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'écoles primaires et secondaires ayant des installations sanitaires séparées pour les deux sexes ou à proximité des locaux, avec au moins une toilette pour 25 filles, au moins une toilette pour le personnel scolaire féminin, au moins une toilette et un urinoir pour 50 garçons et au moins une toilette pour le personnel scolaire masculin. <p>Pourcentage de bénéficiaires utilisant les hôpitaux, les centres de santé et les cliniques offrant des services d'assainissement adéquats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'hôpitaux, de centres de santé et de cliniques ayant des installations sanitaires améliorées séparées pour les deux sexes dans ou près des locaux (au moins une toilette pour 20 utilisateurs dans des centres hospitaliers, au moins quatre toilettes - une pour le personnel, les malades de sexe féminin, masculin et les enfants dans les centres ambulatoires.
<p>D'ici 2040 chaque personne utilisera un assainissement adéquat à domicile, les excréments d'au moins 50% des écoles, des centres de santé et des ménages ayant un assainissement adéquat seront gérés en toute sécurité, et les inégalités dans l'accès à tous ces services auront été progressivement réduites.</p>	<p>Pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires adéquates</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des ménages utilisant des installations sanitaires adéquates. • Pourcentage des ménages dans lesquels l'installation sanitaire est utilisée par tous les membres du ménage (y compris hommes et femmes, garçons et filles, personnes âgées, personnes handicapées) en cas de besoin <p>Pourcentage de la population vivant dans des ménages dont les excréments sont gérés en toute sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de ménages disposant d'un assainissement adéquat où les excréments sont gérés en toute sécurité. • Part des excréments humains qui atteignent les sites d'élimination désignés.
<p>Tous les services d'assainissement et d'hygiène sont prestés d'une manière progressive abordable, responsable, financièrement et écologiquement durable.</p>	<p>Pourcentage de la population utilisant des fournisseurs de services d'assainissement inscrits auprès d'un organe de réglementation (ventilés par zones rurales et urbaines).</p> <p>Pourcentage de la population dans le quintile le plus pauvre dont les dépenses financières en eau, assainissement et hygiène (totales) sont en dessous de 3% du seuil de pauvreté national</p>

	<p>(données ventilées par zones rurales et urbaines).</p> <p>Ratio du chiffre d'affaires annuel par rapport aux dépenses annuelles d'entretien (y compris les dépenses de fonctionnement, l'entretien des immobilisations, le service de la dette) ET</p> <p>Ratio des dépenses annuelles d'entretien (y compris les dépenses de fonctionnement, l'entretien des immobilisations, le service de la dette) par rapport à la valeur annualisée des immobilisations.</p> <p>Pourcentage de tests de qualité de l'eau brute dans les normes nationales sur la contamination fécale</p>
--	--

7. QUE FAUT-IL FAIRE POUR RÉPONDRE AUX ENGAGEMENTS D'ETHEKWINI?

Dans le cadre du programme Perspective de l'AfricaSan 4 et Au-delà de 2015, quatre séances de dialogue ont eu lieu en mettant l'accent sur les faibles niveaux des scores sur les engagements d'eThekwini:

- Mettre sur pied un organe de coordination chargé de l'assainissement et de l'hygiène.
- Mettre en place et renforcer les capacités de mise en œuvre de l'hygiène et de l'assainissement.
- Établir un budget sectoriel et une affectation d'au moins 0,5% du PIB.
- Élaborer et mettre en œuvre des systèmes et des outils de suivi des informations sur les progrès réalisés aux niveaux local et national.

Chaque séance de dialogue a commencé par une brève présentation faite par le pays qui avait, au cours de la réunion de préparation de pays, identifié l'engagement en question comme une lacune dans le secteur de l'assainissement. Une fois les problèmes de ce pays exposés, les participants ont discuté et partagé leurs expériences, les défis et les réussites dans les groupes mixtes de pays. À la fin des séances, les participants se sont regroupés pour mettre en commun leurs connaissances et identifier les stratégies possibles pour répondre à leurs besoins respectifs.

En conclusion, les pays ont échangé des commentaires, à partir des discussions faites au cours de la réunion et ont proposé une action à court terme (1- 3 mois) et une à plus long terme (avant septembre 2014). Le tableau ci-dessous présente quelques-unes de ces actions tout en présentant l'ampleur des discussions qui ont eu lieu au cours des deux jours.

Pays	A court terme	A long terme
Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser une réunion de plaidoyer auprès de ministre de l'économie à l'occasion de laquelle le rapport du SWA sera solennellement remis en vue de la préparation de la RHN 2014. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une base de données opérationnelle WASH
République centrafricaine	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer sur les engagements de RHN et AfricaSan • Mise en place du mécanisme de coordination en matière d'eau et assainissement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Validation du document de la politique et stratégie en matière d'assainissement • Suivi et évaluation
Tchad	<ul style="list-style-type: none"> • Populariser les engagements de haut niveau et eThekwini (ateliers / point de presse) • Mettre en place un comité de suivi et évaluation des engagements haut niveau et eThekwini 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et mise en œuvre du compact WASH <ul style="list-style-type: none"> ○ Diagnostic du secteur / revue sectorielle ○ Priorisation des actions ○ Plan d'investissement sectoriel ○ Suivi et évaluation
Rép Démocratique du Congo	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation de la réunion des ministres du budget et de finances à la réunion de haut niveau • Atelier sur WASH BAT • Finalisation de la restructuration du CNAEA. 	<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation du document de politique de l'assainissement et de l'hygiène.
Congo, Rép	<ul style="list-style-type: none"> • Revisiter le projet de loi existant de la Direction Général de l'Assainissement et le soumettre aux autorités compétentes (dans le cadre du diagnostic institutionnel qui est en cours) 	<ul style="list-style-type: none"> • La DGA est opérationnelle. Elle met en œuvre un programme d'activités adoptés pars tous les acteurs concernés.

Annexe 1

Liste des participants

Nom	Prénom	Fonction	Organisation	Courriel
Cameroun				
OUSMANE	Mamoudou	Directeur	Ministère de l'Eau et de l'Energie	mamoudouousman@yahoo.fr
MANGA	Blaise Laurent	Sous-Directeur, hygiène et assainissement	Ministère de la Santé Publique	blaiselaurentmanga@yahoo.fr
KEUMEJIO NOMENY	Evelyne Dominique	Chef de Service de l'assainissement	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain	
NDONGO	Barthelemy	Inspecteur général	Ministère de l'environnement de la protection de la Nature et du Développement Durable	
OKALA	Michele	Représentant, jeunes	World Youth Parliament for Water	michle_okala@yahoo.fr
République centrafricaine				
BONNA	YangbaLeontine	Directrice générale de l'hydraulique	Ministère des Mines du Pétrole de l'Energie et de l'Hydraulique	yangbaleontine@yahoo.fr
LEBARAMO	Michel-Ange	Responsable WASH	UNICEF Bangui	malebaramo@unicef.org
Tchad				
HAROUN ABDOU	Mahamat	Chef de Division Hygiène et Assainissement	Ministère de l'Hydraulique Rurale et Urbaine	harounabdoumahamat@yahoo.fr
HAROUNA	Moustapha	Responsable WASH	UNICEF Tchad	mharouna@unicef.org
DJIRABAYE	Nadjiam	Responsable WASH	ADC Tchad	djibsna27@googlemail.com
République démocratique du Congo				
MIRINDI	Mulikuza Deo	Spécialiste Senior Eau	WSP, Banque mondiale	mirindidem@yahoo.fr
DR KWENGANI MAVARD	Benjamin	Directeur de l'hygiène	Ministère de la sante	drmavard@yahoo.fr
MBANGU KIKUMBI	Pascaline	Directrice nationale de l'assainissement	Ministère de l'environnement	passymbangu@yahoo.fr
LULENDU	Musumari Gabin	Conseiller juridique au CNAEA	Ministère du Plan	lulendugabin@yahoo.fr
BOSINGIZI SULIA	Jeannette	Coordnatrice	LOGOS 1er	logos1er@yahoo.fr

République du Congo				
ITOUA-GOMBA	Emmanuel Aurelien	Conseiller à l'Hydraulique du Ministre	Ministère Energie et Hydraulique	itouae@gmail.com
DURET	Michel	Spécialiste Senior Eau	WSP, Banque Mondiale	mduret@worldbank.org
Régional ou mondial				
AIDARA	Rockaya	Expert gestion des connaissances	WSSCC	rockaya.aidara@wsscc.org
BAWA	Kitchinme	Assainissement	AMCOW	kbawa@amcow-online.org
BEVAN	Jane	Expert WASH	UNICEF WCARO	jbevan@unicef.org
BREWER	Tim	WASH Watch	WaterAid	timbrewer@wateraid.org
DELIENNE	David	Conseiller régional WASH	UNICEF WCARO	ddelienne@unicef.org
DESCHAINE	Emily	Expert, réseau et gestion des connaissances	WSSCC	Emily.Deschaine@wsscc.org
DIA	Amadou Seydou	Directeur de l'hydraulique	Gouvernement du Sénégal	thiapatodia@yahoo.fr
GOMONDA	Nelson	Responsable programme Panafrica	WaterAid	NelsonGomonda@wateraid.com
HICKLING	Sophie	Consultant	WSP-Africa	sophie.hickling@gmail.com
IDE SIDDO	Balkissa	Responsable, Communications & Information	ANEW	balkissaide@anewfrica.org
PATKAR	Archana	Responsable, Programme	WSSCC	archana.patkar@wsscc.org
POLO	Fiorella	Expert, suivi et vulgarisation	SWA-Secrétariat	fpolo@unicef.org
SANE	Idrissa	Journaliste, environnement	Le Soleil/ West African Journalists Network	didisane@yahoo.fr
SARA	Lewnida	Expert WASH	WSP-Africa	lsara@worldbank.org
TALL	Bai Mass	Secrétaire exécutif	AMCOW	baimass1@yahoo.com
TOUSSOUNON	Alain	Journaliste WASH	Réseau des journalistes ouest africains	toussounon@gmail.com
YIGA	Baker Matovu	Secrétaire exécutif	ANEW	yiga.mats@gmail.com
ZIKORA	Oseloka	Communications	AMCOW	ozikora@amcow-online.org

Annexe 2

Préparation et participation des pays

Pays	Réunion de préparation de pays	Participation à la réunion sous régionale d’AfricaSan
Cameroun	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
République centrafricaine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tchad	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
République démocratique du Congo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Congo, Rép.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Guinée équatoriale		<input type="checkbox"/>
Gabon		
Sao Tome et Principe		

Annexe 3

Principaux domaines de progrès par rapport aux priorités

Pays	Priorités	Principaux domaines de progrès
Cameroun	Amélioration des services d'assainissement et hygiène	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et validation de la stratégie d'assainissement liquide • Mise en œuvre de la SNAL (réhabilitation des stations d'épurations, Projet d'assainissement de Cameroun (SanCam), Projet de Développement des Secteurs Urbain et de l'Approvisionnement en Eau (PDUE), Projet approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement-Milieu Semi Urbain, et Projet Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement-en Milieu Rural, Projet Jacinthe d'eau, • transfert • Adoption et mise en œuvre de l'Approche ATPC • Création d'une sous direction en charge de l'assainissement Liquide au MINEE et d'une sous direction de l'assainissement et drainage au MINH
	Coordination du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Création du Comité de suivi de l'Initiative WASH par Décret du PM et désignation des membres
	Renforcement du système d'information sur l'eau et l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une sous direction en charge du système d'information eau et assainissement • Mise en place d'un Centre d'Information et de Documentation sur l'Environnement
République centrafricaine	Elaborer le document de politique en matière d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de validation est réalisé et le document validé est disponible. Il reste l'adoption par le Gouvernement
	Élaborer le plan d'action en matière d'hygiène et d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Activité non réalisée car le document de politique est en cours d'adoption
	Développer des campagnes IEC en matière d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Le plan d'action sera élaboré dès que le document de politique en matière d'assainissement sera adopté

	Développer l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)	<ul style="list-style-type: none"> • Activité en cours de réalisation dans 4 préfectures. Les premiers résultats obtenus sont appréciables
Tchad	Améliorer le taux d'accès aux services d'assainissement de base.	<p>Augmentation du budget du Ministère de l'Hydraulique. Ce qui a permis au Ministère de s'acquitter de la contre partie nationale sur les gros programme, et l'élaboration des documents d'orientation et d'intervention dans le secteur tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • schémas Directeurs des Eaux usées et carte de zonage des villes de Ndjamena et Moundou sont en cours • le Plan stratégique d'assainissement de la ville de Ndjamena (PSAN). • Le Schéma directeur des eaux pluviales de la ville de Ndjamena est réactualisé • Processus de construction des bassins de rétention des eaux pluviales de la ville de Ndjamena lancé. Les sites sont identifiés et le déplacement des populations en phase de démarrage. • Les Plans Urbains de références (PUR) pour au moins 3 grandes villes du Tchad sont actualisés et validés. • En outre le pays s'est engagé dans le processus NPRI avec l'élaboration du Compact WASH pour accélérer l'atteinte des OMD dans le secteur de l'eau et assainissement.
	Stratégie d'application de code d'hygiène. Stratégie d'application de la PNA	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de politique et stratégies nationales en matière d'hygiène et d'assainissement sont adoptés et vulgarisés. • Le code d'hygiène est disponible dans les deux langues nationales du TCHAD (français et arabe).
	<p>Vulgarisation de l'approche ATPC en milieu rural.</p> <p>- Améliorer les stratégies d'assainissement dans les centres de santé et les écoles.</p> <p>-Mise en œuvre de la stratégie d'application de code d'hygiène</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des ateliers régionaux suivis de développement des plans régionaux pour l'ATPC sont faits dans 2 régions ainsi qu'un atelier national sur le Design des latrines organisés; • l'élaboration d'un compact WASH dans le cadre de l'expérimentation du processus Initiative Nationale de Planification pour résultat (NPRI) • Mise en œuvre des grands projets et programmes WASH • L'intégration de l'approche Assainissement; Totale Piloté par la Communauté (ATPC) dans les grands programme et projet dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi que dans la politique Nationale d'Assainissement;
République démocratique du	Elaboration d'une politique	<ul style="list-style-type: none"> • Travail en cours au niveau des ministères sectoriels (Santé, Environnement, Travaux publics)

Congo	nationale d'assainissement dans une logique de décentralisation au profit des entités territoriales décentralisées, notamment les villes, les communes et les collectivités-chefferies et secteurs. Cette politique porte sur l'assainissement individuel en milieu rural et sur les services collectifs et les infrastructures en milieu urbain ainsi que sur l'utilisation de technologies appropriées à faible coût.	<p>et en charge de l'assainissement et de l'hygiène pour l'adoption et la publication d'une politique nationale concertée d'assainissement et d'hygiène. Mettre en place un leadership consensuel, fédérateur, décentralisé et efficace constitue un défi majeur pour le développement du sous-secteur</p> <ul style="list-style-type: none"> •
	Plaidoyer pour une augmentation du budget alloué à l'assainissement et pour un décaissement effectif des fonds y alloués, en tenant comptes des besoins spécifiques des milieux ruraux et périurbains	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement accorde de plus en plus de ressources pour les secteurs sociaux (éducation, santé), mais les programmes d'assainissement, d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable restent financés majoritairement par l'aide internationale. D'où la nécessité d'accroître les allocations et de mieux planifier les interventions.
	Renforcement des capacités de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des institutions impliquées dans le secteur de l'assainissement (personnel en nombre suffisant et qualifié, formation & recyclage, équipement & infrastructures de base).	<ul style="list-style-type: none"> • La restructuration du Comité national en charge de la coordination des sous-secteurs Eau, Assainissement et hygiène est en cours. Globalement, il y a inadéquation entre les besoins en termes d'intervention et d'appui et les capacités des ressources humaines disponibles. Nécessité d'opérer une évaluation des besoins et réajuster le nombre et les qualifications en conséquence.
République du Congo	Mise en place d'un cadre de coordination cohérente en	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté de mettre en place un leadership et une coordination du secteur

	assainissement	
	Promotion et vulgarisation des techniques adaptées à faible cout dans la mise en œuvre des projets. Promotion de l'éducation à l'hygiène et l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs projets en cours qui procurent des expériences réussies que l'on peut capitaliser dans le cadre d'orientations nationales et de mise à l'échelle. Toutefois, on relèvera que plusieurs projets ont été initiés depuis Africasan3 et ont adoptées pour leurs mises en œuvre des approches innovantes et adaptées au contexte congolais
	Réhabilitation et : ou construction des installations sanitaires hygiéniques en milieu périurbain et rural en tenant compte de l'équité	

*Note: L'équipe de la République du Congo ont signalé les informations sur leur réunion de préparation un peu différemment des autres pays. Leurs commentaires repris ci-dessous sont présentés d'une manière différente.

Annexe 4

Session de travail en groupe sur le suivi eThekwini

Evaluation de l'engagement 7a

Q. Qu'est-ce que vous vérifiez qui peut être utilisé pour mesurer l'engagement à « utiliser des approches efficaces et durables, tels que les initiatives dirigées par les ménages et les communautés, le marketing pour le changement de comportement, axé sur les pauvres, visant les femmes, les enfants, les jeunes et les populations non desservies »?

Note: Ce point a été inclus, du fait qu'il y a peu d'informations comparables contenues dans l'évaluation GLAAS pour mesurer cet engagement. Les mêmes informations seront recueillies à partir de chaque sous-région et seront utilisées pour définir l'indicateur du prochain suivi eThekwini. Dans le nuage de mots – ci-dessous, les indicateurs les plus fréquemment cités apparaissent dans le plus grand texte.

- % villages FDAL / villages déclenchés [2]
- # latrines construite [2]
- % village FDAL qui reste après 1 an
- Le cout de construction des latrines
- Taux d'utilisation des latrines
- Taux de participation aux réunions de sensibilisation
- Evolution du taux de construction des latrines par an
- Inventaire des écoles disposant des latrines fonctionnelles
- Mise en œuvre de 'ATPC
- Intégration de l'ATPC dans la politique et stratégie National d'assainissement

Améliorer la cohérence de l'information des processus

Q. En général, comment pouvons-nous combiner les processus mondiaux et nationaux pour améliorer la cohérence de l'information?

- Etablir un point focal responsable de la centralisation, de la mise à jour et la transmission.
- Adopter un modèle de rapport suivant des spécificités définies préalablement et applicables à tous les pays.
- Identification des acteurs majeurs devant intervenir dans la mise en œuvre.
- Impliquer les acteurs nationaux à toutes les étapes du processus, et rechercher la synergie des informations collectées.
- Rendre les engagements publics (pour tous les acteurs au niveau national).
- Organiser des revues nationales sur les différents engagements / revus national sectorielle.

Utiliser la procédure de suivi établie d'AfricaSan/eThekwini :

Q. Quelle autre utilisation feriez-vous du processus de suivi eThekwini dans votre pays?

Servir comme base de plaidoyer

Orienter les actions dans le domaine d'assainissement

Améliorer la performance du secteur

Sous réserve de contextualité, le processus pourra être utilisé pour améliorer le taux d'accès à l'eau potable et à assainissement dans les pays